

COVID-19 & Relations internationales : Quelques leçons

T. Struye, S. Desplanque, M. Liégeois, K. Orinx, V. Rosoux, D. Vandamme, M. Walschot et T. de Wilde
UCLouvain & UMONS

Les crises internationales ne sont pas nouvelles, pourtant celle du COVID-19 est riche d'enseignement. Les Chinois le savent bien, la crise est danger mais également source d'opportunité (Wēi jī). Quelques chercheurs du CECRI identifient les principaux enseignements du coronavirus.

Leçon 1. L'absence de leadership des grandes puissances (T. Struye)

Où sont-elles ? Nous les cherchons, nous les attendons, nous les espérons. Les grandes puissances, celles qui sont supposées, dans un monde globalisé, assurer le leadership international, notre leadership, organiser la réponse aux crises, apporter de l'aide, montrer l'exemple. Depuis la crise financière de 2008, ce leadership mondial vacille ; aujourd'hui, il est tout à fait absent. Au lieu d'une coopération, nous assistons à une compétition. Au lieu de la solidarité, l'entraide, l'empathie même, la crise du Covid-19 a marqué l'enracinement profond des tendances de méfiance de l'autre et de

repli identitaire caractérisées par un nationalisme fort et teintées de populisme. Inquiétantes, ces mentalités de citadelles assiégées qui ont gouverné la prise de décision face à la pandémie confirment que les tensions entre les grandes puissances américaine, russe, chinoise, deviennent la fondation de la structuration de notre ordre international. Absente, l'Europe n'a pas su se démarquer malgré la valeur de solidarité européenne qui prétend caractériser son évolution. L'exemple, plutôt que de venir des grandes puissances, est venu de petites et moyennes puissances telles que la Nouvelle-Zélande, Taiwan, l'Australie, la Corée du Sud. Quelle leçon en tirer ? La crise actuelle renforcera, plutôt qu'elle n'atténuera, les tensions entre les grands ; elle risque même d'accélérer les accrochages, les guerres par procuration, et *in fine* nous faire entrer dans des guerres qui ne portent pas leur nom.

Leçon 2. Chine et ordre international (T. de Wilde)

Les crises internationales soudaines sont propices à toutes sortes de vaticinations sur les tournants qu'elles imprimeraient sur l'ordre international. L'apparition du coronavirus n'a pas fait exception à cette tendance. Il faut néanmoins se garder de conclusions hâtives, susceptibles d'être démenties rapidement. Atteinte au cœur de son territoire, la Chine semblait en difficulté : d'aucuns lui prédirent un « Tchernobyl », à savoir une catastrophe mal gérée étalant au grand jour l'impéritie des autorités et à terme un effondrement du système à parti unique. Après la manière spectaculairement efficace avec laquelle Pékin a jugulé le virus, et son offre de services à la planète entière confrontée au même mal, d'autres commencent à évoquer un grand basculement vers la primauté chinoise : la crise du Covid-19 serait l'équivalent pour Pékin de l'entrée en guerre des Etats-Unis dans la Première guerre mondiale, premier signe de la puissance américaine qui triomphera après la seconde guerre mondiale. L'activisme médical de la Chine, couplé à son poids économique, serait en passe de la faire accéder à l'hégémonie mondiale.

Les deux hypothèses ont leurs limites. La première ne tenait pas compte de la solidité d'un pouvoir politique centralisé : dès que le président Xi Jinping eut reconnu le problème, celui-ci bénéficia d'un traitement rapide et efficace. La seconde manque de recul par rapport aux forces profondes constitutives d'un leadership international : bas les masques, la force militaire de la Chine ne possède pas encore la capacité de projection amphibie des Etats-Unis ; Pékin crée sa richesse par le commerce international et est donc tout autant atteint par le confinement de la moitié de l'humanité ; enfin, l'attractivité

socio-culturelle de la Chine n'équivaut pas à celle des démocraties occidentales.

Leçon 3. L'UE, la persistance d'un grand malentendu (T. de Wilde)

Et c'est reparti pour un tour de l'antienne désabusée : « mais que fait l'UE ? pourquoi «Bruxelles» n'en fait-elle pas davantage ? » La crise du coronavirus aurait provoqué un nouveau choc au sein d'une UE incapable de concocter une réponse collective à la pandémie et sidérée par l'absence de coordination des mesures prises par les Etats membres. Il faut donc le répéter : l'Union n'agit que dans le cadre de ses compétences et, surtout quand lesdites compétences ne sont pas exclusives, elle dépend de l'harmonisation inter-gouvernementale des positions de ses Etats membres. Ni l'ensemble de la politique de santé, ni la sécurité sociale, ni l'établissement d'un état d'exception ne sont du ressort exclusif de l'UE. Il y a donc un paradoxe : la plupart des critiques à l'encontre de l'UE indique une projection dans une Europe imaginaire, comme s'il y avait l'attente d'un super-Etat supranational, alors même qu'en temps normal cette perspective tient du repoussoir. En un mot, si l'UE n'en a pas fait davantage au déclenchement de la crise sanitaire, c'est qu'elle n'en a guère les compétences ou que ses Etats membres n'en ont pas eu la volonté. Mais il est vrai que les crises ouvrent souvent des fenêtres d'opportunité où il peut être audacieux de s'engouffrer. Les progrès de l'intégration européenne sont pour une part la somme de réponses aux crises. Alors assurément, la solidarité de fait inhérente à l'UE pourrait inciter à la créativité face à de l'inédit : constituer un stock commun de matériel médical stratégique, envisager un emprunt pour l'ensemble de la zone Euro, prévoir un mécanisme d'alerte et de réponse commune pour toute crise sanitaire, ...

En tous cas, ce que la crise du Covid-19 ne change guère, c'est la tendance infondée de voir dans l'UE la cause de l'absence de volonté des Etats membres alors même qu'elle peut devenir le creuset de la créativité de ces volontés.

Leçon 4. Positionnement international de la Belgique (T. de Wilde)

Confrontée à une crise sanitaire mondialisée, la Belgique présente plusieurs caractéristiques qui étaient destinées à l'exposer davantage. Densément peuplé sur un territoire exigu constituant un carrefour au sein de l'Europe, le Royaume est une voie de passage pour le virus. La structure économique du pays repose sur des échanges mutuellement bénéfiques au sein desquels les exportations hautement sophistiquées sont valorisées. Enfin, le spectre des pandémies semblait s'être éloigné et l'idée de constituer des stocks de matériel médical de base s'était émoussée après les « fausses » alertes comme le SRAS ou le H1N1 dont l'ampleur redoutée n'avait finalement pas atteint le pays. La crise du Covid-19 survint aussi à un moment où les tractations pour former un gouvernement fédéral piétinaient et où la perspective d'un gouvernement « Corona » de plein exercice, initialement émise par un président de parti, suscita des sarcasmes de la part d'une classe politique aveuglée par des enjeux internes.

Ceci explique la difficulté de la Belgique de s'approvisionner en masques de protection: les stocks n'avaient plus été approvisionnés puisque la croyance en la possibilité de se fournir par un flux permanent l'avait emporté. Mais le poids commercial de la Belgique, sans être négligeable, était moins fort que celui de l'Allemagne ou la France, par exemple, qui

pouvaient compter sur leurs communautés d'origine asiatique ou leurs entreprises sises dans l'empire du milieu pour acheminer les biens de première nécessité. Il est symptomatique qu'au début de la crise il ait fallu mobiliser l'atout royal pour sensibiliser un magnat chinois du commerce en ligne sur les besoins de la Belgique en masques. A l'instar de ce qui se produit lors des missions économiques ou des visites d'Etat où l'aura de la famille royale ouvre des portes. Mais comme il y avait quelque chose de viral au royaume de Belgique, les partis politiques cessèrent de se poser la question : être ou ne pas être au gouvernement. Une union nationale temporaire s'imposa. La crédibilité internationale du pays s'en trouva renforcée.

Leçon 5. Le « Grand machin » à l'épreuve du COVID-19 : L'ONU et l'OMS dans la tourmente (M. Liégeois)

Le premier effet, immédiat et superficiel, de la pandémie sur l'ONU et son agence spécialisée, l'Organisation mondiale de la santé de l'OMS est que ces organismes serviront une fois de plus de boucs émissaires à l'incurie, aux rivalités et aux mesquineries des Etats. Ainsi que le note Jing Yu, « Quand les gouvernements s'efforcent de démontrer leur efficacité dans la gestion de la crise tout en critiquant leurs homologues, il en résulte beaucoup d'arrogance et peu d'inclination à coopérer. En définitive, les bases de la coopération multilatérale sont fragilisées alors que seule cette dernière peut résoudre cette pandémie globale »¹.

Le second effet, plus profond et durable, résultera de l'inévitable prise de conscience que seul un renforcement des

¹ <http://www.egmontinstitute.be/over-reactions-to-the-coronavirus-a-chinese-view-on-the-war-of-words-and->

[geopolitical-competition/](#) Notre traduction.

instruments internationaux de coopération et de solidarité permettra de faire face aux crises à venir avec plus d'efficacité.

On a souvent cité mal à propos le célèbre mot du Général de Gaulle au sujet de l'ONU. S'il utilise effectivement le vocable péjoratif « machin » pour la désigner lors d'une conférence de presse donnée à Nantes le 10 septembre 1960 à Nantes, c'est surtout pour critiquer l'action de son Secrétaire général dans le dossier congolais. Pour saisir la vision de l'ONU qu'avait le fondateur de la Cinquième République, on se reportera plutôt à sa conférence de presse du 4 février 1965 au cours de laquelle il se montre pédagogue et élogieux à l'égard de l'ONU qui incarne à ses yeux « (...) l'idée d'offrir à toutes les nations du monde la possibilité de se rencontrer sur le pied d'égalité, de discuter entre elles les affaires de l'univers, de formuler à leur sujet le sentiment moyen des peuples, de concentrer les informations relatives à la situation matérielle, sociale, morale de beaucoup de pays, et de mettre en vigueur les concours qui leurs sont utiles ou nécessaires pour leur développement. »

C'est un travail de Sisyphe que de rappeler sans cesse ces évidences qu'un de Gaulle pourtant peu suspect d'affinités pour le supranational avait compris et formulé de façon aussi lumineuse. L'histoire mondiale enseigne que la solidarité est, par construction, le penchant le moins naturel des Etats. Seul l'empire de la nécessité qu'imposent les grands cataclysmes allié à l'éclairage de grands esprits visionnaires ont pu ça et là briser la logique infernale des égoïsmes prédateurs, le cercle vicieux de la loi du talion et des mémoires revanchardes ou les pièges du dilemme de la sécurité. Il faut impérativement se

souvenir que - pour paraphraser Jean Monnet - c'est un peu de sagesse institutionnalisée qui nous a ainsi été léguée sous la forme de ce que sont aujourd'hui l'ONU et l'OMS. Il faudra le répéter sans relâche lorsque reviendra la scie des éternelles récriminations à leur rencontre : trop couteuses, trop bureaucratiques, toujours trop indépendantes vis-à-vis de soi mais jamais assez à l'égard des autres.

Il faudra rappeler aussi cette évidence : l'ONU et l'OMS sont surtout importantes pour les plus faibles et les plus vulnérables. Avec un peu plus de 3 milliards de \$ de budget annuel, l'OMS sauve chaque année un nombre incalculable de vies. Ce montant est insignifiant si on le compare au PIB mondial mais il fait toute la différence dans un pays comme le Niger où le budget annuel consacré à la santé ne dépasse pas 300 millions de \$. On n'est pas loin de l'indécence lorsqu'au beau milieu de la pire crise sanitaire du siècle, le président américain décide de suspendre la contribution financière de son pays à l'OMS au prétexte de sombres motifs politiques. C'est, du coup, 115 millions de \$ qui manqueront à l'OMS pour mener son action. 115 millions de \$, soit exactement le coût annuel estimé des parties de golf de Donald Trump².

Leçon 6. « Nous sommes en guerre » : La pandémie comme temps de guerre, portée et limites des analogies historiques (V. Rosoux)

L'une des caractéristiques les plus marquantes de la crise liée à la pandémie du Covid-19 est son caractère inédit. Pour faire face à l'inédit, nous nous référons à des événements qui sont paradoxalement présentés comme analogues. Les exemples

2

<https://www.lexpress.fr/actualite/monde/amerique-nord/etats-unis-donald-trump->

[aurait-depense-115-millions-de-dollars-en-parties-de-golf_2109844.html](https://www.lexpress.fr/actualite/monde/amerique-nord/etats-unis-donald-trump-aurait-depense-115-millions-de-dollars-en-parties-de-golf_2109844.html).

abondent, de la grande peste à la Première guerre mondiale, sans oublier la crise de 1929. L'analogie historique poursuit trois fonctions principales : faire face à l'inconnu, assigner des rôles et appeler à l'action. Ces fonctions sont précieuses, mais elles imposent une forme de prudence. L'analogie fournit des repères, mais elle simplifie. En domptant le réel, elle dissimule l'inédit. En désignant le héros, elle stigmatise l'adversaire. En soulignant les ressemblances, elle masque les différences. D'où l'importance de s'interroger : les analogies qui nous sont présentées favorisent-elles la peur ou la lucidité ? Si elles apportent des réponses anciennes à de nouvelles questions, elles échouent. Si elles permettent de garder les yeux grands ouverts, elles éclairent.

Leçon 7. Vacuité stratégique et absence du principe de précaution. (T Struye & D. Vandamme)

L'une des leçons de la pandémie du Covid-19 a été de mettre en lumière la vacuité stratégique dans laquelle la plupart des pays dans le monde évolue. Loin d'être un scénario de science-fiction, la pandémie a eu des précédents au cours des 20 dernières années (Ebola, Sars, H1N1) qui auraient pu nous permettre d'anticiper et de planifier la crise actuelle. Le principe de précaution n'est pourtant pas nouveau – il a été établi au Sommet de Rio en 1992. Ce principe aurait voulu que nous planifions, que nous prévoyions, que nous anticipions, une crise sanitaire mondiale. Certaines crises nous prennent par surprise, c'est inévitable. Elles sont imprévisibles, et prennent les dirigeant.e.s de court. Dans le cas présent, c'est bien l'incapacité à anticiper des phénomènes et tendances pourtant inévitables, le manque de vision à long-terme, bref, la vacuité stratégique, qui caractérise la gestion de crise. Loin de développer une vision stratégique à long-terme, qui anticipe les menaces et

problèmes, le monde politique, tout comme le monde économique, fonctionne aujourd'hui à flux tendu. Les veilles stratégiques, dont l'objectif est précisément de surveiller et d'évaluer les évolutions de l'environnement mondial, sont nécessaires pour assurer une meilleure planification, mais également plus de flexibilité et donc une résilience accrue. En effet, l'un des principaux risques de la vacuité stratégique est de développer une vision en tunnel dans la gestion de crise, menant à une politique réactive plutôt que proactive. Focalisé sur l'immédiateté de la menace sanitaire, les dirigeant.e.s ne prennent que peu en compte les dommages collatéraux, ni les autres crises, actuelles comme futures. La vacuité stratégique qui a marqué la pandémie du Covid-19 caractérisera également la prochaine crise. Notre continent européen est tout particulièrement concerné par cette tendance à la cécité stratégique : la tour d'ivoire de l'intégration européenne que nous avons érigée nous apparaît protectrice, et entraîne les dirigeants européens à voir les menaces dans le reste du monde comme des événements ne touchant pas nos pays.

Leçon 8. Genre : les femmes, en première ligne face au virus (M. Walschot)

S'il est une chose que le COVID-19 aura exacerbé, ce sont bien les inégalités de genre au sein de la société. En moyenne, les femmes représentent 80% des employé.e.s dans le secteur de la santé. Elles forment également la majorité des caissier.e.s qui continuent à travailler en ces temps de confinement. Un confinement qui affecte par ailleurs plus souvent les femmes que les hommes, étant donné qu'elles forment encore la majorité des personnes en situation de précarité ou des familles monoparentales. Cette plus grande exposition des femmes au virus est

la conséquence d'un système social et hiérarchique genré qui force celles-ci dans des rôles spécifiques, peu considérés, voire même non reconnus (dont l'appel par les autorités publiques à la production gratuite de masques par des couturières, professionnelles ou non, n'en est que le dernier exemple). Si le confinement a permis de mettre en lumière ces rôles pourtant indispensables au bon fonctionnement de la société, les mesures imposées à une grande partie de la population mondiale auront également enfermé les femmes à l'intérieur de la sphère domestique, premier lieu des violences physiques et/ou sexuelles faites à leur égard. Rappelons que, tout comme le COVID-19, le patriarcat tue, avec plus de 87 000 féminicides rapportés à travers le monde en 2017 selon les chiffres des Nations-Unies. Il est donc nécessaire d'assurer la sécurité physique, économique et sociale des personnes marginalisées qui sont particulièrement affectées par la pandémie et dont font partie les femmes. Pour ce faire, il est primordial de les inclure dans les discussions pour penser le « monde d'après », afin d'éviter de reproduire la société inégalitaire d'avant la crise.

Leçon 9. Accès à l'eau : se laver les mains, un geste simple et pourtant inaccessible pour un peu moins de la moitié de la population mondiale (M. Walschot)

Lorsque l'une des mesures les plus efficaces pour se protéger du COVID-19 se trouve dans le lavage régulier des mains, bénéficier d'un accès à une eau salubre apparaît donc vital dans la lutte contre le virus, et contre les épidémies en général. Or, de grandes disparités persistent en termes d'accès à l'eau, tant au niveau national que global. Alors que 40% de la population mondiale ne dispose pas de quoi se laver les mains à son domicile, parmi ceux•elles qui possèdent de telles

facilités, 1 milliard de personnes doivent néanmoins faire face à des coupures d'eau fréquentes comme c'est le cas au Venezuela ou en Afrique du Sud, frappée par une grave pénurie d'eau ces dernières années. Au Rwanda, seul 5% de la population est en mesure de se laver les mains, faisant craindre le pire en termes de limitation dans la propagation du COVID-19. Encore faut-il disposer d'un domicile, ce qui n'est malheureusement pas l'apanage de tou•te•s. Les personnes sans-abri et les réfugié•e•s sont de ce fait également exposé•e•s car i•elle•s se retrouvent bien souvent sans ressources face à la crise. C'est pourquoi, alors que tout•e un•e chacun•e est exposé•e à un risque de contamination, tout le monde n'est pas égal face à la lutte contre le virus. À travers le monde, les organisations gouvernementales et non-gouvernementales se mobilisent pour tenter d'assurer un service minimum dans les facilités de traitement des malades. Cela n'est cependant pas suffisant. Par conséquent, il est plus que jamais nécessaire de réduire les inégalités et d'œuvrer pour garantir l'accès à une eau salubre, couplé à des mesures d'assainissement et d'hygiène, et ce pendant et après l'épidémie de COVID-19.

Leçon 10. La guerre de l'information (K. Orinx)

Les manipulations de l'information ne sont en rien une nouveauté. Cependant, les développements technologiques et la crise de confiance à laquelle font face les démocraties n'ont fait qu'accroître le pouvoir de la guerre de l'information. Ainsi, pour nos sociétés de plus en plus connectées et considérées comme des « sociétés de l'information », les menaces à l'information sont devenues des menaces à ces sociétés. La Chine et la Russie ont d'ailleurs, bien mieux que les pays occidentaux, cerné l'enjeu se jouant dans

l'espace informationnel. Défini par les Chinois et les Russes comme un environnement dans lequel les processus humains jouent un rôle clef, les États occidentaux ont tendance à focaliser leur attention sur l'aspect purement technologique en négligeant la dimension cognitive. Cette dernière joue pourtant un rôle fondamental dans la façon dont les citoyens, derrière leurs écrans, et notamment via des réseaux sociaux appréhendent les informations qui y sont diffusées. Moscou et Pékin profitent ainsi de l'environnement informationnel pour mettre en place des stratégies narratives. Contrairement au discours qui n'est qu'un enchaînement de données brutes, une stratégie narrative n'est pas spontanée et a pour objectif de structurer de façon spécifique la réponse du public cible. Leur but n'est donc pas de prédire les événements mais plutôt de persuader.

Leçon 11. Un contrôle plus étroit du web ne jugulera pas les théories du complot (S. Desplanque)

C'est désormais systématique : dès que survient un événement spectaculaire et dramatique, des théories dites « alternatives » viennent concurrencer les explications officielles. La crise de la COVID-19 ne déroge pas à la règle. *Big Pharma*, la CIA, Soros, le Nouvel Ordre mondial ou encore le Mossad, seuls ou de concert, seraient à l'origine de la pandémie. En France, l'antisémitisme a retrouvé des couleurs dans la foulée de l'affaire Agnès Buzin, réactivant au passage un mythe et une imagerie multiséculaires. Loin de desservir ces récits, cette recherche d'un bouc-émissaire clairement identifiable et animé d'intentions diaboliquement rationnelles est une des composantes-clefs de leur succès. (Re)connaître son ennemi est en effet une étape cruciale dans l'entreprise de mise en ordre du chaos que proposent ces théories.

Cette intelligibilité retrouvée donne un sentiment de contrôle à ceux qui y souscrivent, ou, à défaut, une impression de supériorité morale : à eux au moins, « on ne la leur fait pas ! ». Même si certaines entreprises du web ont cherché à contrer la désinformation, croire que ces efforts seront suffisants pour stopper la propagation de ces théories relève du vœu pieux et néglige leur redoutable pouvoir d'attraction psychologique, mis en lumière par divers chercheurs tels que Bronner, Brotherton ou Van Prooijen.

D'ailleurs, ces récits ont parfois été relayés par des personnalités on ne peut plus officielles, ce qui leur a permis de gagner en visibilité. Un porte-parole du Ministère des Affaires étrangères chinois a ainsi laissé entendre que l'armée américaine aurait introduit le virus sur leur territoire. En parallèle, l'administration Trump n'a pas jugé bon de réfuter la thèse selon laquelle le virus se serait échappé d'un laboratoire de Wuhan. Quant à la Russie, celle-ci en a profité pour entonner ses classiques antiennes antidémocratiques. Ses relais, qu'il s'agisse « d'idiots utiles » agissant de leur propre chef ou de membres de réseaux plus structurés, ont ainsi mis en parallèle la gestion supposément vertueuse de la crise par Moscou avec celle, évidemment calamiteuse, d'une Europe sans-frontiériste et impuissante. Si l'usage des théories du complot à des fins politiques n'est pas une nouveauté, cette crise montre à quel point celles-ci font aujourd'hui partie intégrante de l'arsenal des grandes puissances.

Leçon 12. Promotion du modèle autoritaire « numérique » (K. Orinx)

Lors du Congrès du PCC tenu en octobre 2017, le président Xi exposait que « la Chine offre une nouvelle option pour les autres pays et nations qui souhaitent accélérer leur développement tout en

préservant leur indépendance ». Aussi avec le COVID-19, la Chine a vu une opportunité pour se positionner comme alternative au modèle occidental et ainsi promouvoir son modèle autoritaire. En effet, suite au nombre faible de patients officiellement atteints et décédés du coronavirus sur son territoire, Pékin montre à quel point sa gestion de la crise fut mieux adaptée que celle actuellement proposée par les pays occidentaux. Le PCC a ainsi défendu son autoritarisme numérique en montrant tout l'intérêt de surveiller sa population (tracing, caméras, big data, intelligence artificielle...) pour lutter contre la pandémie. Par ce biais, elle tente de faire taire les critiques par rapport à son système de crédit social perçu comme répressif en Occident. Si ce modèle autoritaire numérique ne parait pas convaincre les démocraties traditionnelles, il commence à séduire et intéresser de nombreux régimes autoritaires en Afrique, en Asie centrale et en Asie du Sud-Est à travers e.a. la *Health Silk Road* (annoncée en janvier 2017 et relancée en mars 2020 par le président Xi) laquelle fournit non seulement des masques et médicaments mais offre également du monitoring et tracing.

Leçon 13. Réapprendre notre vulnérabilité (D. Vandamme)

Des virus, nous en avons en Europe. Nous en connaissons, nous vivons avec tous les jours. Le Covid-19 est pourtant l'un des rares à faire la une des journaux sur une période prolongée. Sa particularité ? Nous n'avons ni vaccin, ni remède. Et c'est bien là que le bât blesse. Le taux de mortalité, de prime abord, ne justifie pas la radicalité des mesures mises en œuvre. 2020 aura pourtant été l'année au cours de laquelle la moitié du monde s'est retrouvée confinée chez elle. Ce coronavirus nous rappelle, en un sens, notre humanité. Cette humanité vulnérable, mortelle, qui, malgré les

évolutions scientifiques et technologiques, n'est pas éternelle. Vivre avec le Covid-19, c'est se rappeler que nous sommes tous mortels. Bien sûr, nous le savons, en théorie. Mais la bulle de développement et de progrès dans laquelle nous vivons tous les jours a été partiellement percée par cette pandémie mondiale qui nous rappelle que nous aussi, européennes et européens, sommes vulnérables face à cette maladie. La bulle européenne, entachée par e.a. les flux de migration depuis quelques années et le terrorisme, continue de s'effiloche avec cette nouvelle crise qui nous reconnecte au monde et, plus que cela, nous reconnecte à notre humanité.

Leçon 14. La géopolitique de l'effet papillon (D. Vandamme)

Dans une indifférence générale de la classe politique européenne, la guerre en Syrie a tué, depuis 2011, 350.000 personnes. On s'indigne, on se révolte... le temps d'un journal télévisé, s'il en parle. Puis la vie reprend son quotidien. Plus proche de nous, le conflit ukrainien en est à sa 6^e année et continue de diviser ce pays européen. Comment expliquer le fossé entre le discours humaniste et moral de nos classes dirigeantes et l'inaction complète face à des drames humains et sociaux qui ne sont pas sans conséquences pour nos sociétés ? La pandémie du Covid-19 aura mis en lumière cet ethnocentrisme qui caractérise les sociétés européennes occidentales. Ignorer ce qui se passe en dehors des frontières de l'Europe en espérant que le problème s'auto-règlera ne fonctionne pas. C'est pourtant bien ce que nous avons voulu faire avec le Coronavirus : tant que l'épidémie était en Asie, l'Europe n'en a pas tenu compte. Un tel manque de discernement, couplé à l'incapacité à prévoir et à anticiper, nous a mené à être pris par surprise par une situation de crise qui s'était pourtant annoncée.



Louvain-Europe (ISPOLE) de l'Université catholique de Louvain. Elles portent sur la géopolitique, la politique étrangère et l'étude des modes de prévention ou de résolution des crises et des conflits.

L'analyse des éléments déclencheurs des conflits et des instruments de leur gestion - sanctions et incitants économiques comme moyens de politique étrangère; crises et interventions humanitaires; rôle de la mémoire dans un processus de réconciliation, par exemple - est combinée à l'étude empirique de différends internationaux et de processus de paix spécifiques.

© 2020 Centre d'étude des crises et conflits internationaux

Le CECRI ne prend pas de position institutionnelle sur des questions de politiques publiques. Les opinions exprimées dans la présente publication n'engagent que les auteurs cités nommément.

Direction : Tanguy Struye de Swielande

Centre d'étude des crises et conflits internationaux
Université catholique de Louvain
Place Montesquieu 1, bte L2.08.07
1348 Louvain-la-Neuve
Belgique
www.cecrlouvain.be